



Le prix Nobel d'économie pour l'autogestion

Par Michel Rocard, ancien Premier ministre — 20 octobre 2009

Le prix Nobel pour l'autogestion ! Vous avez bien lu. Ni l'auteur de ces lignes, ni la rédaction de *Libération*, ni l'AFP qui nous a informés, ne sont fous. Le comité Nobel de l'économie, c'est-à-dire le jury de ce prix, vient de couronner pour la première fois une femme, une Américaine, M^{me} Elinor Ostrom. Les travaux de cette dame portent, d'après le peu qu'il nous a été donné d'en lire, sur la gestion des biens publics. Elle découvre, affirme et prouve que les marchés ou l'Etat ne sont pas les seuls gestionnaires, les seuls régulateurs admissibles de ces biens, mais au contraire que les associations de consommateurs et d'usagers s'en acquittent au moins aussi bien et sont plutôt mieux armées pour ce faire. C'est moi bien sûr qui rajoute ici le mot d'autogestion. Mais enfin qu'avions nous dit d'autre que, précisément, ce mot étrange pouvait abriter un grand projet de civilisation. Il - le mot - a été tué par la référence à la Yougoslavie et à travers elle, au parti unique.

Mais l'intuition qu'il couvrait demeure : beaucoup plus de décentralisation, d'autonomie, pour les institutions de base et de responsabilités partagées sont les conditions d'une meilleure démocratie et de plus d'efficacité économique et humaine dans la gestion des biens et procédures collectifs. Déjà en couronnant Sen, puis Stiglitz, puis Krugman, le jury du Nobel d'économie avait montré qu'il tenait pour non pertinents les paradigmes et axiomes de Milton Friedman et du monétarisme. Il est manifestement à la recherche d'un autre système de références. Il est rare que les faits veillent bien se charger de montrer jusqu'à l'évidence la pertinence ou la fausseté d'une hypothèse scientifique sur l'organisation sociale. La crise économique et financière que nous vivons vient de s'en charger, avec brutalité : les marchés sont autorégulateurs, leur équilibre est optimal. Les dégâts de cette forme de pensée sont énormes, nous ne sommes pas sortis de la crise.

Or, il faut une voie de sortie. Il y a là un boulevard intellectuel pour le courant politique qui depuis des lustres porte le projet d'une réconciliation de la démocratie et du marché, de l'Etat et des individus pour l'harmonie de l'organisation sociale. Ce courant, c'est la social-démocratie. Je ne suis guère optimiste sur la capacité des partis socialistes, notamment du nôtre, le français, à porter et à formuler ce nécessaire projet. Mais c'est la science qui est en train de le fabriquer.

C'est d'abord comme science que l'écologie entreprend de modifier la société pour la rendre soutenable sur longue période, c'est la science qui redécouvre la nécessité d'une régulation macroéconomique que les politiques hélas n'ont pas su imposer. Et voilà la science qui découvre et mesure les vertus gestionnaires du peuple organisé ! A l'évidence un nouveau projet pour le monde mûrit dans une gestation éparpillée et incertaine, mais buissonnante et convergente.